

Bulletin d'information

Alliance syndicale contre le travail forcé et la traite des êtres humains



Chers/chères ami(e)s,

Ce bulletin d'information est publié par l'Alliance syndicale contre le travail forcé et la traite des êtres humains. Il s'adresse à toutes les personnes intéressées par ce combat et vous informe des activités menées par les syndicats pour lutter contre le travail forcé et la traite des êtres humains dans le monde. Dirigée par la Confédération syndicale internationale, l'Alliance bénéficie du soutien financier du Programme d'action spécial pour combattre le travail forcé de l'Organisation internationale du travail. Elle a pour objectif de promouvoir « un travail décent pour tous » et s'efforce d'obtenir l'engagement et la coopération des pays et des institutions afin d'éradiquer le travail forcé et la traite des êtres humains, qui en constituent l'antithèse.

Rapports de la [CSI](#) sur les normes fondamentales du travail à l'intention de l'OMC :

[République dominicaine](#)

[Suisse et Liechtenstein](#)

[Guatemala](#)

Le [TUC britannique](#) et les syndicats polonais [Solidarnosc](#) et [OPZZ](#) ont signé un [protocole](#) d'aide et de soutien aux travailleurs polonais au Royaume-Uni, dans un esprit d'étroite collaboration.

Le syndicat péruvien [FENATIMAP](#), affilié à l'[IBB](#), organise les travailleurs du bois indigènes afin de les libérer du travail forcé.

Maltraitées, violées, non payées, non organisées, isolées et non reconnues, les employées de maison qui travaillent en Malaisie subissent des conditions proches de la traite d'êtres humains, a déclaré Irene Fernandez, directrice de Tenaganita. Des employées de maison indonésiennes ou cambodgiennes victimes de maltraitance ne parviennent pas à demander de l'aide en raison de leur isolement et de l'absence de jours de congés. Le [MTUC](#) malais soutient le lancement de la campagne [Malaysian Coalition For Domestic Workers](#) qui a pour but de faire pression sur le gouvernement et de sensibiliser le public aux droits des employées de maison à bénéficier d'une journée de congé par semaine.

[Skogstrafacket](#), le syndicat suédois du secteur de la forêt et du bois affilié à l'[IBB](#), intervient en faveur des planteurs d'arbres roumains : « Le syndicat a découvert que certains travailleurs originaires d'un État membre de l'Union européenne, la Roumanie, devaient en fait de l'argent à leur employeur » ([déclaration](#)).

Une mission internationale de la [CSI](#) s'est rendue au Costa Rica en novembre dernier pour voir le travail mené sur le terrain par le syndicat national costaricain des travailleurs immigrés ([CSM](#)). Des informations complémentaires figurent dans le rapport « Union View » sous le titre : « [Costa Rica: Helping Migrants Organise](#) » (Costa Rica : aider les immigrés à s'organiser).



Bulletin d'information

Alliance syndicale contre le travail forcé et la traite des êtres humains



UITA : le réseau <http://www.domesticworkerrights.org/> s'est fixé pour mission d'augmenter la visibilité du personnel de maison et de ses organisations. Il recherche actuellement des photos, des présentations multimédias et des traducteurs bénévoles. *Que doit faire le réseau international ? Quelle doit être la relation du réseau avec l'UITA ? Activités au niveau national, régional, international...* **Participez et écrivez** à Anneke.vanLuijken@iuf.org.

À l'occasion de la Journée de l'immigration du 18 décembre 2008, l'**ISP** s'est jointe à la **CSI**, au groupement **Global Unions**, à la société civile et à la communauté internationale pour célébrer les droits des travailleurs immigrés et de leurs familles, partout dans le monde. « *L'ISP considère l'immigration comme un problème syndical. Il est très important que les droits des travailleurs immigrés soient totalement protégés. Leur assurer le droit de se syndiquer est essentiel pour lutter contre la maltraitance, l'exploitation et l'exclusion dont ils font l'objet, surtout les sans-papiers* », explique Peter Waldorff, secrétaire général de l'ISP dans sa [déclaration](#).

FMI, IBB : À l'occasion du second Forum international sur l'immigration et le développement (FIID) de Manille, des représentants de syndicats se font les porte-parole des travailleurs immigrés (**Global Unions**).

L'**IBB** a facilité la signature d'un protocole d'accord concernant les travailleurs immigrés entre son affilié **Central Union of Painters, Plumber, Elector and Construction Workers (CUPPEC, Népal)**, syndicat du pays d'origine, et **Timber Employees Union Peninsular Malaysia (TEU)** de Malaisie, syndicat du pays d'accueil. « Il s'agissait d'organiser plus de 70 000 immigrés népalais travaillant dans l'industrie du bois en Malaisie », a précisé Anita Normark.

Vidéo de l'**IBB** sur les travailleurs birmans : « Lost Generation » montre la vie des Birmans qui travaillent sur les chantiers et dans les usines de meubles de Thaïlande.

Indifférence des détaillants multinationaux français face aux violations des droits des travailleurs Nike a pris des mesures pour éviter que les travailleurs immigrés de sa chaîne d'approvisionnement se retrouvent à la merci de leurs employeurs. La société est arrivée à cette position après des discussions avec la **FITTHC** sur les pratiques de travail forcé dans l'usine de l'un de ses fournisseurs en Malaisie. Une [déclaration](#) datée du 1^{er} août 2008 figure sur le site Nike. Le rapport [vidéo](#) de Australian Seven News réunit des représentants du **Australian Textile Workers Union**, affilié à la FITTHC et à l'**ACTU**.

Les syndicats seront intégrés à un réseau anti-traite des êtres humains en Roumanie. Un [protocole d'accord](#) a été signé par les partenaires sociaux et le gouvernement roumain, suite à un [séminaire](#) CCME européen, où étaient représentés la **CSI**, **Cartel Alfa** et **CNSLR-Fratia**.

L'**UNI** et la CIETT (Confédération Internationale des agences d'emploi privées), dont font partie Adecco, Kelly Services, Manpower, Olympia Flexgroup AG, Randstad et USG People, ont signé un [protocole d'accord](#) visant à créer un partenariat et un dialogue social international



Bulletin d'information

Alliance syndicale contre le travail forcé et la traite des êtres humains



afin d'assurer des conditions de travail équitables dans le secteur du travail temporaire. Ce partenariat entend promouvoir des normes de qualité au sein de cette branche d'activité, éviter la concurrence déloyale d'agences frauduleuses et lutter contre la traite des êtres humains.

Numéro du bulletin de la **CSI**, [Union View](#), consacré au Sri Lanka : zones de traitement des exportations, employés de maison, marins, immigrés... Les syndicats du Sri Lanka s'efforcent d'aider les catégories de travailleurs les plus difficiles à organiser. Des associations de travailleurs immigrés tentent d'empêcher la traite des êtres humains. À l'issue d'un [processus d'une durée de 10 ans](#), trente et une associations d'immigrés regroupées par le syndicat [NWC](#) informent les candidats à l'immigration des risques de tomber entre les mains d'agents sans scrupules et s'efforcent de les intégrer à un filet de sécurité économique et social complet avant, pendant et après leur migration, afin de leur éviter les mauvaises surprises.

En coopération avec des ONG, [ver.di](#), le syndicat allemand des travailleurs du secteur des services, a mis en place à Hambourg, en mai 2008, le [premier point de contact à l'intention des travailleurs sans papiers](#). Il a remporté plusieurs [victoires](#) juridiques contraignant des employeurs à verser les salaires impayés à des immigrés sans papiers. (Source : Bulletin d'information de [PICUM](#))

Nouveau [manuel](#) du bureau ACTRAV de l'OIT à l'intention des syndicalistes travaillant sur les droits des travailleurs immigrés

[Rapport annuel](#) de l'*American Center for International Labor Solidarity* l'**AFL-CIO** :

- Enfants des mines, RD du Congo
- Évaluation du coût réel de la crevette
- Les travailleurs de l'hôtellerie et du tourisme participent à la lutte contre la traite des êtres humains au Kenya
- Des immigrés et des travailleurs militants bâtissent des ponts dans les États du Golf
- Le syndicat du bâtiment dominicain recourt à l'organisation pour lutter contre le trafic de travailleurs immigrés haïtiens

[UNI Graphical signe un accord international avec Elanders, véritable modèle pour les droits des travailleurs dans les multinationales](#) ([bande annonce vidéo](#))

Le [Programme d'action spécial pour combattre le travail forcé de l'OIT](#) a élaboré une [boîte à outils](#) à l'intention des syndicats zambiens en collaboration avec la Free Federation of Trade Unions, le National Union of Agriculture and Plantation Workers, le United House and Domestic Workers Union, la National Union of Teachers et le Zambia Congress of Trade Unions. Elle fournit des conseils pratiques et des suggestions qui permettront aux responsables syndicaux et aux membres des syndicats de déceler le travail forcé, d'agir pour l'empêcher et d'aider ses victimes.

Le **TUC britannique** [a réagi](#) à la décision du gouvernement de maintenir les restrictions existantes sur les droits au travail des immigrés. Brendan Barber, secrétaire général du TUC, a



Bulletin d'information

Alliance syndicale contre le travail forcé et la traite des êtres humains



déclaré : « L'interdiction des travailleurs bulgares et roumains va se traduire par davantage de faux travailleurs indépendants ».

Déclaration de la [CES](#) concernant la [directive de la CE relative aux sanctions applicables aux employeurs de travailleurs sans papiers](#)

Les dirigeants syndicaux réunis à l'occasion de la XIVe Asia Pacific Labour Network Conference qui s'est tenue à Lima (Pérou) les 27 et 28 octobre, ont [réclamé](#) une réorientation de grande envergure des politiques de la Coopération économique Asie-Pacifique (APEC). Le travail décent est rare dans la zone couverte par l'APEC : traite des êtres humains, absence de liberté d'association, absence de négociations collectives, exploitation sexuelle des enfants et travail forcé et obligatoire sont monnaie courante pour des millions de travailleurs et d'habitants de la région.

Bulletin d'information

Alliance syndicale contre le travail forcé et la traite des êtres humains



Événements :

- **15-18 septembre 2008** Marche internationale contre le travail des enfants à l'occasion de la [Conférence](#) régionale paneuropéenne et Maghreb de Sofia (Bulgarie)
- **Octobre 2008** IBB : [Séminaire](#) conjoint sur l'immigration dans la région des Caraïbes, Curaçao
- **3-4 novembre 2008** [Trafficking in persons Research and Data Forum](#) (forum consacré à la recherche et aux données concernant la traite d'êtres humains), Université de Hong Kong (avec la participation de l'[IHLO](#)), Hong Kong
- **21-23 novembre 2008** [Conférence](#) internationale sur le travail forcé et la traite des êtres humains ([en français](#)) organisée par le [GSEE](#), la CSI, le CRPE et la CES, Athènes (Grèce)
- **25-26 novembre 2008** Séminaire sur la traite des êtres humains ([projet](#)) organisé par l'OIT avec les syndicaux régionaux, Kiev (Ukraine)
- **10 janvier 2009** Fédération des syndicats birmans : Congrès à Mae Sot, Thaïlande
- **22-24 janvier 2009** [CGTM](#) Nouakchott, Mauritanie, [séminaire](#) sur les travailleurs immigrés et l'[esclavage](#).
- **26 janvier 2009** [Séminaire](#) d'étude des diverses stratégies utilisées par les syndicats britanniques pour recruter, organiser et représenter les travailleurs polonais et A10, organisé par le TUC, Londres (Royaume-Uni)

Informations utiles :

- Les enlèvements aux fins de travail forcé et d'esclavage sexuel sont utilisés dans le cadre du nettoyage ethnique mené au Darfour, affirme un nouveau [rapport](#) publié le mercredi 17 décembre par le [Darfur Consortium](#). Ce document avance pour la première fois des preuves que de nombreux hommes sont enlevés afin de travailler comme esclaves à la culture des terres dans les régions contrôlées par les milices Janjawid.
- L'ONG *Human Rights Watch* tire la sonnette d'alarme : les Tamil Tigers séparatistes [sri lankais](#) soumettent les Tamils vivant au Vanni, une région du nord du pays qu'ils contrôlent, au recrutement forcé, au travail forcé abusif et à des restrictions de liberté de mouvement qui mettent leurs jours en danger, déclare l'ONG *Human Rights Watch* dans un rapport publié aujourd'hui. [Liban](#) : des millions d'employés de maison ne disposent pas d'une protection juridique adéquate. [Moyen Orient](#) : action rapide concernant les réformes du travail pour les femmes immigrées.
- [Ban Ki-moon avertit que la crise financière risque de plonger davantage de personnes dans des situations proches de l'esclavage.](#)



Bulletin d'information

Alliance syndicale contre le travail forcé et la traite des êtres humains



- Le troisième comité de l'Assemblée générale de l'ONU a adopté un [projet de résolution sur la traite des femmes et des jeunes filles](#) contenant 27 recommandations.
(Source : [LaStrada International](#))

Si vous connaissez des personnes intéressées par ce problème, faites-leur suivre ce bulletin d'information et invitez-les à s'abonner. Il leur suffit d'envoyer un e-mail à forcedlabour@ituc-csi.org ou à lyris@forum.ituc-csi.org en inscrivant « subscribe forcedlabour » dans le corps du message.

Nous vous remercions de nous faire parvenir toute information susceptible d'être publiée dans le prochain numéro.

Pour de plus amples informations, écrivez à forcedlabour@ituc-csi.org

Site Internet : www.ituc-csi.org/forcedlabour